

Nous, professeurs de lettres, correcteurs et examinateurs des EAF de juin 2022, sommes aujourd'hui profondément en colère, parce que nous aimons notre métier et avons le sentiment d'assister à un immense gâchis.

L'organisation de cette session pâtit de multiples dysfonctionnements qui font peser une très forte pression sur les équipes, génèrent une grande souffrance chez les personnels et laissent un goût très amer.

1. La gestion des convocations qui est faite par le SIEC est une gestion catastrophique et profondément inhumaine : les convocations et les missions sont distribuées de manière totalement arbitraire et inégalitaire, au mépris des compétences de chacun. Cela entraîne de très fortes inégalités de traitement des personnels, des drames individuels avec des personnels convoqués partout qui croulent sous la charge de travail ou qui sont convoqués pour des missions qu'ils ne maîtrisent pas.

Nous proposons :

- de convoquer les personnels en regard de leurs compétences et en équilibrant les charges : certains collègues ont successivement corrigé les épreuves de spécialités HLP, les BTS, le bac écrit et oral ; des collègues enseignant en collège sont convoqués pour les EAF ; des collègues enseignant en lycée pour le brevet ;

- de la même manière, les coordonnateurs doivent être convoqués soigneusement, en réservant cette mission aux personnels qui sont volontaires et/ou maîtrisent les outils informatiques nécessaires pour accomplir au mieux cette mission ;

- de mieux considérer les professeurs de réserve, qui ont été particulièrement maltraités, en se voyant attribuer des lots à corriger très tardivement, en très peu de temps et sans préparation suffisante en amont.

2. La dématérialisation des corrections et le passage au numérique représentent une modification profonde, qui n'a pas été suffisamment accompagnée et crée chez une part non négligeable des professeurs le sentiment d'être abandonnés par l'institution. Aucune formation véritablement digne de ce nom ni aucun service d'accompagnement n'ont été mis en oeuvre.

Nous proposons :

- La mise en place de véritables formations en présentiel, assorties d'un réel soutien durant les corrections sous forme d'aide en ligne ou par téléphone, pour ceux qui en ont besoin, avec un interlocuteur dédié.

3. L'outil de travail qui nous est imposé, la plateforme Santorin, est paramétré de manière aberrante : le fait que seuls les coordonnateurs puissent créer des discussions avec leurs équipes, le fait que les correcteurs ne puissent avoir accès qu'au nom de leur coordonnateur, le fait que les informations essentielles (numéro de la section, identité des autres membres) ne soient pas

immédiatement accessibles a entraîné un désordre indescriptible et une organisation chaotique des équipes.

Nous proposons :

- de revoir l'ergonomie de la plateforme, notamment en facilitant la création d'échanges et la mise en relation entre les membres d'une même section ;
- ou de rendre beaucoup plus accessibles les informations permettant d'identifier les membres de sa section afin de les contacter de manière plus efficace.

4. Au-delà de ces points, les conditions globales des missions de correction se dégradent :

- les délais de correction de plus en plus réduits et contraints sont incompatibles avec la réalité du travail des professeurs : un grand nombre d'entre eux était parallèlement pris par des missions impérieuses (conseils d'enseignement des établissements, conseils d'administration, cours des BTS en alternance...)
- l'inflation des injonctions, des consignes, des procédures de contrôle, qui entraînent une surcharge de travail dont le sens n'apparaît pas évident.

Tous ces dysfonctionnements entraînent une souffrance très grande, qui apparaît en outre totalement démesurée. En effet, des solutions simples pourraient être mises en place pour y remédier.

Nous demandons donc :

- que les signaux d'alerte qui proviennent du terrain soient pleinement entendus et pris en considération par l'institution. Nous souhaitons que le savoir d'usage soit davantage reconnu et que les enseignants soient davantage associés aux décisions portant sur les critères d'évaluation, notamment concernant les différences qui nous semblent trop sensibles entre les compétences attendues de la part des élèves et celles qui sont réellement évaluées au moment des épreuves. Il s'agirait, sur ce point, de clarifier davantage ce que l'on attend désormais d'un commentaire littéraire. Entre paraphrase réussie et vision subjective du texte, quelle est la part désormais de l'analyse stylistique ?

Pour toutes ces raisons, nous sommes profondément inquiets pour l'avenir de notre profession et pour les futures sessions des EAF :

- un nombre croissant de professeurs compétents n'en peuvent plus et expriment le désir de quitter un métier qu'ils ont pourtant choisi par vocation ;
- les conditions de correction sont parfois vécues comme un mépris des apprentissages mis en place pendant l'année. Les professeurs comme les élèves ont fourni des efforts conséquents : les conditions d'évaluation ne sont pas à la hauteur de ces derniers ;
- de telles conditions de travail ne pourront plus être supportées très longtemps : l'épuisement des équipes est réel, avec un risque de débrayage massif si les prochaines sessions devaient se passer dans des conditions similaires.

Notre vœu le plus cher reste de continuer à exercer dignement et pleinement notre métier, former et évaluer correctement nos élèves, retrouver le cœur de notre profession, ce pour quoi nous avons choisi d'enseigner.